

Singulier — pluriel —

Déposé le 08/04/2025

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



DES « GIBOULÉES » DE LUTTES EN MARS...



Le 8 MARS à Valence



SOMMAIRE :

- p.1 : Mars 2025 à la FSU26
- p.2 : Edito ; FS-SSCT du 18/02
- P.3 : Retours d'instances
- p.4 : 8 mars ; 22 & 23 mars...
- P.5 : Colloque FSU-APSES du 28/03
- p.6 : Malades : -10%, c'est non !
- p.7 : Retraités à Lyon pour la Sécu
- p.8 : Stage du 3 Juin & 1^{er} Mai

20 MARS : les retraités à Lyon pour la Sécu



22 MARS : contre le racisme et les discriminations



28 MARS : contre la fermeture
des centres de santé sexuelle



3 AVRIL : contre une année noire pour la FP



**Deux pétitions sont à signer
sur notre site de la FSU26 !**

... EN AVRIL, LA FSU 26 NE PERD PAS LE FIL !



Si l'on ne s'en tient qu'à l'actualité, il faut faire preuve d'une sacrée résilience.

Reprise des massacres à Gaza, guerre en Ukraine, bellicisme franco-européen, montée de l'autoritarisme, attaques contre l'État de droit, fausses velléités sociales pour mieux imposer une économie de guerre, à la plus grande joie des profiteurs. La « trumpisation » du monde est à l'œuvre jusque dans la Drôme puisque le Conseil Départemental a décidé, en toute mauvaise foi et sans aucune consultation, d'une part de fermer 7 Centres de Santé Sexuelle et de baisser drastiquement les subventions des plannings familiaux, d'autre part de laisser tomber le CIO (*Centre d'Information et d'Orientation*) de Valence qu'il finançait jusqu'à présent. Ces services publics sont, paraît-il, ni suffisamment fréquentés (et donc rentables) ni de la compétence de cette collectivité territoriale alors même que cette dernière a consacré 900 000 €uros pour subventionner l'enseignement privé en 2024.

Pourtant, il faut bien sortir de l'ombre.

Même si la coalition droite et extrême-droite hurle à la fin de la démocratie, la justice de notre pays reste impartiale en proposant 7 ans de réclusion pour le délinquant Sarkozy et surtout en condamnant les escrocs du RN, Marine Le Pen en tête, à des peines exemplaires. Les manifestations réussies des 8, 22 et 23 mars sont rassurantes. En effet, elles montrent qu'une bonne partie de la population, toutes générations confondues, recherche, demande, exige l'égalité entre les femmes et les hommes, qu'elle fait preuve de tolérance, d'ouverture et de solidarité, bref qu'elle n'a pas oublié la devise de la République inscrite sur les frontons des Mairies.

La FSU a participé pleinement à ces journées d'action. Elle n'a de cesse de soutenir d'autres initiatives, notamment les mobilisations contre les massacres à Gaza ou un cycle de conférences sur la Palestine et a organisé, avec l'APSES (*Association des Professeur-es de Sciences Économiques et Sociales*), un colloque de portée nationale pour comprendre, expliquer et agir contre les mécanismes à l'origine des drames qui touchent particulièrement la jeunesse.

Aller vers la lumière.

Dans cette lutte de la collectivité contre l'adversité, il faut toujours avoir en tête que nous devons garder espoir et que nous pouvons forcer un destin qui nous serait imposé par les capitalistes. Sur nos lieux de travail, informons nos collègues et démontrons-leur que d'autres alternatives sont possibles ; continuons de prouver à nos hiérarchies la nécessité, tant sociale qu'économique, de nos revendications ; **préparons le 1^{er} mai prochain** pour nous rassembler, nombreuses et nombreux, fêter nos belles valeurs et proposer des suites pendant toute la belle saison !

*Amélie Chapapria & Christophe Dumaillet,
co-secrétaires départementaux de la FSU26.*

FS-SSCT DU 18 FÉVRIER

Ce n'est que 6 mois après la rentrée que la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FS-SSCT) a enfin été réunie pour faire un premier bilan de l'année.

L'ordre du jour était donc très dense :

1. les PV des séances précédentes à valider
2. un rapport d'enquête suite à un danger grave et imminent (DGI)
3. les enquêtes sur les deux suicides de collègues de notre département
4. les travaux de l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) dans la Drôme
5. un bilan de la cellule d'écoute des VDHA (Violences, Discriminations, Harcèlement, Agissements Sexistes et Sexuels)
6. une réflexion sur les moyens mis à disposition du service médico-social en faveur des personnels de la Drôme (SMS) pour remplir ses missions
7. la gestion des crises des Élèves à Besoins Éducatifs Particuliers (EBEP) troubles du comportement
8. des situations particulières remontées via les fiches SST
9. Le calendrier des travaux de l'instance



Suite à la lecture de la déclaration liminaire intersyndicale, **Nathalie Kuehn, la nouvelle DASEN, s'est engagée à améliorer certains points évoqués** comme les délais pour la rédaction des PV ou le suivi des fiches SST.

Elle a indiqué cependant que **notre département n'est pas isolé concernant ces retards**, ce qui pour la FSU montre un vrai manque de considération de la part de l'administration envers le travail fait par les délégué-es du personnel membres de la formation spécialisée. Même si les personnels de l'administration assurent de leur disponibilité pour suivre les dossiers, il n'est pas normal de devoir valider des PV de séances 10 mois après leurs tenues comme d'attendre février pour que la 1^{ère} réunion FS ait lieu.

Le compte-rendu détaillé de cette réunion est consultable sur notre site : <https://fsu26.fsu.fr/>

Vous le trouverez dans la partie « Actualités FSU locales », en bas à gauche de la page d'accueil.

PRÉPARATION DE LA RENTRÉE 2025 DANS L'ÉDUCATION NATIONALE



Le 13 mars dernier s'est tenu le CDEN (*Comité Départemental de l'Éducation Nationale*) qui portait sur la préparation de la rentrée 2025.

Cette fois-ci, le Préfet de la Drôme a respecté l'instance en donnant la parole aux organisations syndicales comme aux autres membres du comité. Seules la FSU et l'UNSA ont prononcé une déclaration liminaire (*la nôtre est sur notre site*). La CFDT n'a jamais pris la parole.

Le CDEN ne donne que des avis consultatifs mais il permet surtout à la FSU de profiter de ce temps d'échanges et de débats pour interpeller les élu-es, les représentant-es des parents et de diverses associations sur la manière constante dont l'enseignement public est maltraité au profit d'une économie de guerre, dernière manœuvre présidentielle pour effrayer la population et la détourner des besoins sociaux.

Pour le 1^{er} degré, c'est 50 fermetures de classes pour une quinzaine d'ouvertures seulement ; pour le 2nd degré, c'est le même nombre de divisions pour une prévision de 27 élèves supplémentaires et un taux record d'heures supplémentaires. Autant dire la poursuite de conditions de travail particulièrement dégradées. À l'occasion du vingtième anniversaire de la loi « Handicap », la FSU a déploré une forme de détournement de la loi puisque l'inclusion scolaire repose sur la précarité et sur le travail empêché.

Par ailleurs a été mis au vote lors de cette séance la nouvelle taxation des transports scolaires. Didier-Claude Blanc, conseiller régional, a ainsi tenté de justifier une nouvelle tarification. En effet, cette offre généreuse permettra ainsi à l'ensemble des élèves de profiter de l'ensemble du réseau régional. Ainsi ils et elles pourront aussi « rejoindre gratuitement des amis à Valence pour un cinéma un samedi, aller voir de la famille à Grenoble ou se rendre à Lyon pour une visite ou un spectacle ! » La gratuité sera complète pour les élèves du 1^{er} degré, sinon il faudra payer 120 euros par an pour les collégien-nes et les lycéen-nes, 225 ou 240 euros pour les non-ayants-droits. Le président des Républicains de la Drôme n'a pas particulièrement apprécié le débat contradictoire porté par Pascale Rochas (conseillère départementale d'opposition), les parents d'élèves et la FSU. Nous avons insisté, soi-disant avec beaucoup d'agressivité, sur le caractère hors-sol de l'argumentaire régional pour faire passer la fin de la gratuité des transports scolaires pour les moins de 16 ans. La sentence a été immédiate avec un refus quasi unanime de cette régression (16 contre, 4 abstentions et 5 pour).

Le conseiller régional est reparti en nous fusillant du regard mais il devra justifier son échec total devant le conseiller spécial Wauquiez.

Enfin, le CDEN, ça sert !

En outre, le SNES-FSU a obtenu, pour la première fois, un groupe de travail pour les créations et suppressions de postes dans les collèges drômois. Cette préparation a permis d'obtenir des documents supplémentaires en amont du CSA-SD (Comité Social Administratif Spécial Départemental). Elle a surtout obligé l'administration à reconnaître la nécessité de créer 3 postes supplémentaires et de maintenir un poste de Lettres Classiques. Malheureusement, cette victoire reste amère puisque le rectorat a refusé ces propositions en CSA académique puisqu'il n'a aucune réserve dans son solde de créations/suppressions.

Ces instances constituent enfin une tribune supplémentaire pour contrer le ségrégationnisme scolaire que sont les établissements d'enseignement privés. La FSU vote systématiquement contre les subventions qui leur sont accordées en CAEN (Comité Académique de l'Éducation Nationale) ; elle a pu le dénoncer lors du dernier CDEN à l'occasion d'une question diverse. Le Département, tout comme la Région, financent en effet le privé au-delà de leurs obligations légales or les contribuables n'ont pas à payer, doublement qui plus est (part obligatoire et subventions complémentaires), des institutions quasiment toutes religieuses qui sont très régulièrement à l'origine de comportements sexistes et d'agressions sexuelles.

Ainsi, la FSU 26 fait vivre son mandat renouvelé et renforcé lors de son dernier Congrès : tout l'argent public doit aller à l'École publique.

Une fois de plus, la préparation de la rentrée 2025 n'est franchement pas réjouissante mais notre pugnacité permet de faire naître des prises de conscience et quelques petites victoires, notamment la fin des groupes de niveaux en collège puisque le décret n'est toujours pas signé.





ENGAGÉ-ES
POUR LES
DROITS DES
FEMMES



LE VIOLET EST MIS :

Parce que l'égalité salariale et de carrière n'est toujours pas une réalité, parce que la montée de l'extrême-droite constitue un danger pour les droits des femmes, parce que les moyens contre les violences sexuelles et sexistes sont toujours insuffisants...

SAMEDI 8 MARS 2025, 700 personnes se sont réunies à Valence lors la journée internationale de lutte pour les droits des femmes !

À l'image de l'affiche retenue cette année pour annoncer cette journée d'action, un bouquet de syndicats, d'organisations, d'associations et collectifs ont fait vivre le village militant installé autour de la fontaine monumentale.

Dès 10h, quizz, jeux, historiques sur l'évolution des droits des femmes, débats, ateliers de sensibilisation permettaient à chacun·e de s'informer et d'échanger de manière riche et variée.

Ainsi la FSU a dénoncé la situation précaire des AESH (*temps partiel imposé, salaire bas*) et a communiqué sur la mise en place de l'EVARS dans les programmes de l'Ecole, sans cesse attaquée par des groupes de parents réactionnaires.

La manifestation a démarré et progressé dans les rues de Valence au rythme des Rosies qui ont rappelé entre autres que la loi sur le droit à l'avortement a 50 ans cette année.

Avant de revenir au village des luttes, le cortège s'est arrêté devant l'Hôtel de ville pour des prises de parole.

Dans un beau moment de militantisme, plusieurs chorales féministes ont fédéré les manifestants en interprétant des chants de lutte.

Comme partout en France, cette journée d'action a constitué un vif succès. Le procès Pélicot a peut-être servi de catalyseur à une prise de conscience nécessaire dans un monde actuellement rongé par les violences et l'autoritarisme viriliste et fascisant.

Quoi qu'il en soit, cette foule violette a pu nous redonner de l'espoir.

Estelle Roussillon



22 ET 23 MARS, TOUS ENSEMBLE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le 22 mars :

En cette journée de lutte contre le racisme et les discriminations, la FSU 26 a été sur tous les fronts, présente et active sur les manifestations de Romans, le matin, et de Valence, l'après-midi.

La préparation de ces événements s'est faite collectivement avec des syndicats, partis politiques et associations investies dans la lutte contre les discriminations.

Les défilés, haut en couleur pour celui de Valence, ont rassemblé plus d'un millier de manifestantes et manifestants, avec des prises de paroles nombreuses, des chants et des chorés des Rosies. Ces dernières ont pu prendre la parole pour expliquer leur mouvement et leur moyen de combattre.

En cette période sombre où les discours de haine sont trop nombreux dans les médias et les réseaux sociaux, la lutte s'annonce rude et l'unité sera nécessaire pour combattre l'obscurantisme.

Le 23 mars :

Dans la continuité de la veille, le collectif d'associations, syndicats et partis politiques, a souhaité ouvrir la maison des syndicats sur le quartier de Fontbarlettes et **donner la parole à des femmes qui militent dans les quartiers populaires** pour une meilleure reconnaissance et une politique de la ville à la hauteur des enjeux.

- DéterCité a organisé et animé une table ronde sur l'engagement associatif, culturel et politique des femmes des quartiers populaires. Des intervenantes engagées, généreuses, sans langue de bois, ont pu expliquer leurs parcours et leurs objectifs. Merci à Lela Bencharif, Amel Osmane et Odile Cointet...
- Le Mrap a exposé et présenté une superbe exposition sur « les héroïnes qui ont lutté contre l'esclavage et le colonialisme » et, cela, depuis plusieurs siècles.
- L'après-midi s'est terminé par la projection du film documentaire « C'est une belle carte postale » de Fatima Sissani sur les quartiers Nord de Marseille.

L'événement, pour une première, a réuni autour d'une centaine de participants et participantes, tout au long de l'après-midi.



Le vendredi 28 mars, la FSU (nationale et départementale) et l'APSES (Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales) organisait un événement d'envergure à l'université Grenoble-Alpes de Valence.

Ce jour-là, **250 personnes venues de toute la France** (enseignant-es, éducation populaire, étudiant-es...) s'étaient donc donné rendez-vous à Valence.

JEUNESSE, TERRITOIRES, VIOLENCES : UN ÉCLAIRAGE DES SCIENCES SOCIALES

EXPLIQUER ET PRÉVENIR LA VIOLENCE QUI TOUCHE LA JEUNESSE EN FRANCE :
MASCULINITÉ, RURALITÉ, BANDES, INTÉGRATION DES CLASSES POPULAIRES, TRAITEMENT MÉDIATIQUE, EXTRÊME DROITE, POLITIQUES PUBLIQUES, ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ À L'ÉCOLE ET EN SES (SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES)

YVÉLLE AMSELLEM-MAINGUY
YVON ATONGA
SAMUEL BOURON
BENOÎT COQUARD
ISABELLE COUTANT
SAFIA DAHANI
LAURENCE DE COCK
JEAN-PIERRE DELAS
NICOLAS KACIAF
JEAN-YVES MAS
MARWAN MOHAMMED
EMMANUELLE PUSSANT
HAUDE RIVOAL
VALÉRIE SALA-PALA

VENDREDI 28 MARS DE 9H À 17H
UGA VALENCE
 LATOUR MAUBOURG

Les sciences sociales ont pour objectif de donner les armes de la compréhension du monde dans lequel on vit.

« Cette filière, pour nous enseignants, avait un but politique. On ne voulait pas former des économistes mais des citoyens comprenant le monde dans lequel ils vivent ».

Tel était bien le fil rouge de cette journée !

Mais si avoir des **outils de compréhension** est important (1^{ère} demi-journée), pouvoir en déduire des **pistes d'actions** l'est tout autant (2^{ème} demi-journée).

A été particulièrement éclairé la façon dont l'extrême-droite et ses relais médiatiques utilisent certains faits divers tragiques et violents (Crépol, Lola, Appoline...) pour, à partir d'un narratif émotionnel, construire une pensée hégémonique (montée de la violence, donc insécurité et peur, donc responsabilité de l'immigration), qui conduit à légitimer les propositions du Rassemblement National... détournant Gramsci qui proposait de « rendre les idées consensuelles avant de pouvoir gagner le pouvoir par les urnes » : ce qu'on nomme « bataille culturelle » !

Quatre tables rondes se sont succédé et ont abordé, avec des universitaires de renom, les thèmes suivants :

1. Expliquer et comprendre le contexte des drames qui touchent violemment les jeunes : qui sont les jeunes qui se battent ?
2. Expliquer le contexte des manifestations identitaires productrices de violences : extrême-droite et médias, citoyeneté.
3. Comment dépasser ces difficultés pour ne pas laisser se déliter le lien social et accompagner les élèves et futurs citoyens ?
4. Comment l'école peut-elle faire face et quel est le rôle particulier des SES et du pluralisme des sciences sociales dans la formation citoyenne de la jeunesse ?

Les retours des stagiaires ont été unanimes sur la qualité et la vivacité des interventions.

En conclusion : La réduction des moyens des politiques « préventives » au profit du tout répressif est révélatrice des orientations politiques nationales comme locales ! On ne peut que penser qu'il y a urgence à amplifier notre mobilisation contre la fabrique d'une société violente et raciste... pour faire advenir une société solidaire de l'harmonie entre humain-es et avec la nature : nous avons des outils !

Vous trouverez sur le site de la FSU 26 le compte rendu plus détaillé de cette journée.

La FSU 26 vous invite aussi à poursuivre les réflexions avec les livres des chercheurs et chercheuses entendu-es (**une bibliographie sera également en ligne**) et à vous inscrire à son **prochain stage du MARDI 3 JUIN** dont le thème sera « L'Histoire du système éducatif... pour construire un projet ambitieux pour l'École ».



Injuste et injustifiable, la réduction depuis le 1^{er} mars, de 100% à 90%, de la rémunération maintenue au titre de l'indemnisation des trois premiers mois en congé maladie pénalise et stigmatise une fois encore les agent-es de la Fonction publique.

Cette mesure vient s'ajouter à la suppression de la GIPA (la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), à l'absence de mesures salariales générales en 2024 et au refus d'en prévoir pour 2025...

Par leur mobilisation massive, majoritaire dans d'importants secteurs, le 5 décembre dernier, les personnels de la Fonction publique signifiaient leur refus de l'ensemble de ces régressions, dans un contexte budgétaire prévoyant la suppression massive de postes et donc une importante dégradation des conditions de travail.

Leur grève a contraint le gouvernement à reculer sur les deux jours de carence supplémentaires, et à renoncer à la suppression de 4000 postes dans l'Education nationale et de 500 équivalents temps plein à France Travail, mais les autres mesures demeurent.

Alors que les métiers de la Fonction publique connaissent une grave crise d'attractivité, conséquence du refus de revaloriser décentement les rémunérations des personnels, de la dénaturation de leurs missions et de la dégradation de leurs conditions de travail, le gouvernement choisit de l'aggraver.

S'en prendre aux agent-es de la Fonction publique, c'est affaiblir des Services Publics déjà fragilisés par l'austérité budgétaire.

Services et Fonction publics, parce qu'ils servent l'intérêt général, doivent bénéficier d'un budget largement plus important et cesser d'être la variable d'ajustement budgétaire !

Cette mesure est aussi une attaque frontale contre un principe fondamental de la Sécurité Sociale : protéger celles et ceux qui vivent de leur travail contre les pertes de revenus découlant d'une incapacité à travailler en raison de leur santé.

La FSU réclame une loi de Finances rectificative pour la suppression de cette mesure inique ainsi que du jour de carence et une revalorisation générale des carrières et des rémunérations de l'ensemble des agent-es publics.

Ce ne serait que la juste reconnaissance de leur travail, telle qu'exigée par leur grève en décembre dernier !

Sur nos sites ...



PAS COUPABLE
D'ÊTRE MALADE !

-10%, C'EST NON !

LE CALCULATEUR DE LA FSU
pour évaluer sa perte de salaire.



Être malade n'est **TOUJOURS** pas un choix !
Se soigner est **TOUJOURS** un droit !



La loi de finances 2025 réduit l'indemnisation des fonctionnaires en congé de maladie ordinaire (CMO) de 100% à **90% du traitement durant les trois premiers mois du congé. Le jour de carence déjà en place subsiste.** La réforme s'applique à toutes et tous les fonctionnaires (titulaires, stagiaires, temps partiel...) à compter du **1^{er} mars 2025**, et bientôt aux agent-es contractuel-les de droit public.

ALORS ON RÉCAPITULE ...

Tu es enseignant-e éch. 7 · Tu es AESH / AED éch. 2 · Tu es secrétaire administratif-ve. cat.B gr.2 éch.9 · Tu es agent-e technique C2 éch.4

- **Tu ne te sens pas bien et ton/ta médecin t'arrête 2 jours :**
 - Avant la mesure, tu perdais 93 € · tu perdais 38 € · tu perdais 76 € · tu perdais 61 €
 - Oui, G. Kasbarian te faisait perdre 186 € · 76 € · 152 € · 122 €...
 - En 2025, tu perdras quand même 102 € · 42 € · 84 € · 67 € !
- **Tu as une bonne grippe, ton/ta médecin t'arrête 5 jours :**
 - Avant la mesure, tu perdais 93 € · tu perdais 38 € · tu perdais 76 € · tu perdais 61 €
 - Oui, G. Kasbarian te faisait perdre : 298 € · 114 € · 244 € · 197 €...
 - En 2025, tu perdras quand même 130 € · 53 € · 107 € · 85 € !
- **Suite à une opération, la convalescence impose un arrêt d'1 mois et demi (45 jours) :**
 - Avant la mesure, tu perdais 93 € · tu perdais 38 € · tu perdais 76 € · tu perdais 61 €
 - Oui, G. Kasbarian te faisait perdre : 670 € · 274 € · 550 € · 444 €...
 - En 2025, tu perdras quand même 502 € · 205 € · 410 € · 329 € !
- **Tu souffres d'une maladie chronique, ton/ta médecin t'arrête régulièrement deux semaines :**
 - Avant la mesure, tu perdais 93 € · tu perdais 38 € · tu perdais 76 € · tu perdais 61 € à chaque arrêt
 - Oui, G. Kasbarian te faisait perdre 382 € · 156 € · 313 € · 252 € à chaque arrêt...
 - En 2025, tu perdras quand même 213 € · 87 € · 175 € · 140 € à chaque arrêt !

ÇA NE VA TOUJOURS PAS !
STOP AUX ÉCONOMIES SUR LE DOS DE
LA FONCTION PUBLIQUE !

U.
F.S.U. 26

Face à la multiplication des attaques et des stigmatisations des retraité·es par les gouvernements successifs, organisations syndicales et associations de retraité·es du groupe des 9 appellent, de nouveau, à la mobilisation.

Gouvernement, patronat et « experts » en tout genre n'ont de cesse, ces derniers mois, d'accuser les retraité·es de tous les maux. Elles et ils seraient responsables d'une grande partie de la dette du pays et du « déficit de la Sécu ».

Cela revient à oublier rapidement les milliards d'€uros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, ainsi que les aides publiques massivement versées à ces mêmes entreprises, sans aucune contrepartie en termes d'emploi, de formation professionnelle ou de revalorisation des salaires.

Non, les retraité·es ne sont ni des nanti·es ni des privilégié·es :

- 60 % des retraité·es perçoivent une pension inférieure au SMIC,
- 31 % gagnent moins de 1 000 € par mois, dont 74 % sont des femmes,
- 11 % vivent en situation de pauvreté, voire de misère, avec une pension moyenne de 790 € par mois.

N'ayant plus les moyens pour se soigner, 700 000 retraité·es n'ont pas de complémentaire-santé ni de mutuelle et 1,6 million d'entre eux ne se soignent plus ou peu.

Dans ce contexte, des mesures fortes devraient être prises pour la revalorisation des retraites et le financement de la Sécurité Sociale afin de permettre à toute la population de bénéficier d'une protection sociale digne du XXI^{ème} siècle, plutôt que d'imposer des millions d'€uros d'économies sur le dos des retraité·es et des plus précaires.

LA SÉCURITÉ SOCIALE DOIT RETROUVER SES MISSIONS PREMIÈRES QUI SONT DE SÉCURISER ET PROTÉGER L'ENSEMBLE DES CITOYENS ET CITOYENNES CONTRE TOUS LES ALÉAS DE LA VIE !

C'est ce que plus de 2000 retraité·es de Rhône-Alpes sont allé·es dire à LYON jusqu'à l'ARS où une délégation a été reçue ce jeudi 20 mars 2025. Nous y étions 200 Drômois·es dont une vingtaine d'adhérent·es de la FSU26.

Vous trouverez plus de détails et un dossier (*en cours de réalisation*) sur la santé et les difficultés d'accès aux soins dans nos départements drôm'ardéchois sur le site de la FSU 26.



C'était il y a 80 ans, en octobre 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, Ambroise Croizat (alors ministre communiste du Travail) et le Conseil National de la Résistance posaient les fondements de notre modèle social : LA SÉCURITÉ SOCIALE.

L'objectif était de répondre aux besoins de la population en matière de santé, vieillesse, décès, invalidité et accidents du travail, selon les principes d'UNIVERSALITÉ et de SOLIDARITÉ.

Ces principes que nous devons défendre aujourd'hui doivent être rappelés :

- L'unicité : le système de protection sociale est unique et n'est pas soumis à la concurrence du privé,
- L'universalisme : ce système bénéficie à chacun·e de façon égalitaire,
- La démocratie : gestion par ceux et celles qui financent le système par les richesses qu'ils/elles créent,
- La solidarité : intergénérationnelle, territoriale, sociale...

Le système est géré par les partenaires sociaux et repose sur la cotisation sociale des salariés et des employeurs : « Chacun·e reçoit selon ses besoins et cotise selon ses moyens ».

Posés en 1945, ces principes fondamentaux ont été, depuis, sans cesse remis en cause par les forces politiques et économiques dominantes d'obédience libérale.

**Car la part des richesses affectées à la Sécurité Sociale avoisine chaque année 1/4 du PIB !
(plus de 650 Mds € actuellement)**

Et cette part, « socialisée », échappe au capital qui veut, dans un contexte de crise, la récupérer par tous les moyens afin de la faire contribuer à l'augmentation de ses taux de profit !

Les sections FSU et CGT Educ'action 26 organisent un stage sur les politiques éducatives à l'œuvre, dans un cadre global, qui dépasse la seule sphère scolaire.

A partir d'une approche historique, nous réfléchirons collectivement à un projet d'école émancipateur et démocratique car revenir sur l'organisation passée du système scolaire, les choix effectués et les modèles alternatifs nous permettra d'imaginer d'autres possibles.

Le stage est déclaré de façon à couvrir toute et tous les personnels enseignants, AESH, AED, infirmiers et administratifs des départements 26, 07 et 38.

STAGE SYNDICAL
VERS UN PROJET POUR L'ÉCOLE ?
REFLEXION SUR LA CONSTRUCTION
DU SYSTEME SCOLAIRE FRANCAIS

MARDI 3 JUIN 2025 9H - 17H

**Maison des syndicats
17 rue Bizet à Valence**

DEMANDE D'AUTORISATION D'ABSENCE AVANT LE 3 MAI

Avec
Malorie Ferrand
Docteure en Histoire

PROGRAMME :

Historique : la construction du système scolaire (matinée)

- Genèse de l'école de la 3^{ème} République et modèles alternatifs
- Années 60 : une démocratisation ?
- Et aujourd'hui ?

Un projet pour l'école (après-midi)

- Comment faire en sorte de ne pas reproduire les logiques de domination ? Quels enseignements ? Quelle hiérarchie des disciplines ?
- Le statut des professeur-es et des autres adultes.
- Le collège "unique"
- L'inclusion
- L'orientation, c'est le travail de qui ?
- Public/privé
- Quelle évaluation ?

Tous les détails (formulaires d'inscription...) sont déjà sur notre site de la FSU26 : <https://fsu26.fsu.fr/>

N.B. : Chaque agent-e a droit à 12 jours de congé pour syndicale par an.

Votre demande d'autorisation d'absence est à faire impérativement avant le 3/05/2025.

RÉUSSIR UN 1^{ER} MAI UNITAIRE :

L'enjeu de la réussite de cette journée sera important dans un contexte hostile aux travailleurs et travailleuses !

La FSU s'est d'ores et déjà engagée dans la préparation de défilés du 1^{er} mai dans l'unité la plus large possible, pour porter l'exigence de justice et de paix dans le monde, en solidarité notamment avec les peuples ukrainiens et palestiniens, et la nécessité du progrès social.

Cette journée sera l'occasion de porter les exigences du monde du travail sur les salaires, les retraites et la nécessité de moyens budgétaires pour les services publics.



La FSU portera la nécessité de construire, le plus unitairement possible et à l'échelle interprofessionnelle, de nouvelles mobilisations pouvant aller jusqu'à la grève, à la mi-mai ...

Les syndicats de la FSU : EPA - SNAC - SNASUB - SNCS - SNE - SNEP - SNEPAP - SNES - SNESUP - SNETAP - SNICS - SNPES-PJJ - SNUAS-FP - SNUEP - SNUIPP - SNUITAM - SNUP-CDC - SNUPDEN - SNU-TEFI - SNUTER - SUI - SUPMAE

FSU26 - Maison des Syndicats
17, rue G. Bizet 26000 Valence
04.75.56.77.77 fsu26@fsu.fr